

Lettre ouverte à C. Debons, R.-M. Jennar et Y. Salesse après le texte « Faire du neuf à gauche »

mardi 9 janvier 2007, par [FORTIN Jacques](#) (Date de rédaction antérieure : 4 janvier 2007).

Ce qui est le plus attristant dans le texte que vous cosignez [1] ce n'est pas le procès fait au PCF et à la LCR sur fond démagogique de dépréciation des appareils et de leurs supposés égoïsmes. Ce qui est frappant c'est la superbe mélancolique avec laquelle vous vous exonérez de toute responsabilité dans l'échec de ce projet et le refus du moindre retour critique sur la façon dont vous avez, vous, pour certains de vous trois en tout cas, géré ce désastre. Alors qu'il vous est imputable à divers titres puisque, forts d'une légitimité passablement auto proclamée vous avez au moins certains d'entre vous géré (en dehors de toute forme démocratique lisible à mon avis) des assemblées, des campagnes politiques, des débats au sein de la nébuleuse des collectifs et des organisations parties prenantes.

Or ce projet de candidature unitaire était extrêmement difficile sinon impossible et vous ne l'avez pas dit. Il est facile de jouer comme vous le faites le mépris envers deux partis qui sont ce qu'ils sont et de leur imputer ce qui est votre échec, sans vouloir prendre en compte les orientations politiques de fond qui à tort ou à raison les structurent. Il suffisait d'écouter la campagne du Non de MG Buffet, celle d'Olivier Besancenot, et celle du PRS pour se douter qu'il y avait une divergence stratégique entre eux, mais qui traversait les collectifs, lourde de conséquence pour le projet unitaire. Il suffisait d'écouter lors de l'université d'été du PRS à Arles au sortir de la victoire référendaire pour entendre MG Buffet dire *'qu'il n'y avait qu'une gauche et qu'il fallait la rassembler'*, malgré le Non et le Oui, puis Mélenchon dire *'qu'il y avait plusieurs gauches et qu'il fallait les réunir'*, lui qui quelques mois plus tard vota la synthèse au PS et vient de se rallier à Ségolène Royal, puis entendre Olivier Besancenot dire quant à lui *'qu'il y avait deux gauches et qu'elles étaient inconciliables'* ce que me semble-t-il la campagne référendaire avait bien montré.

Il suffisait d'entendre ce qui se disait pour percevoir la divergence stratégique qui se nouait autour de la relation - sortons de la langue de bois de la *'domination sociale libérale'* que vous affectionnez pour noyer le poisson au lieu de jouer la clarté - avec le Parti socialiste.

Il ne s'agit pas dans mon esprit de démoniser le PS et sa direction sociale libérale (qui s'en défend !) et son programme social libéral

jusqu'à l'os comme l'a si bien démontré R.-M. Jennar, mais simplement et honnêtement de dire qu'il est porteur d'une orientation et qu'on peut estimer avec la LCR et Raoul Marc Jennar qu'elle est radicalement incompatible avec celle dont les collectifs se sont dotés.

Il ne s'agit pas non plus d'aller ausculter les arrières pensées partisans qui peuvent ou non animer le Parti communiste français, mais avec lucidité et respect d'entendre MGB puis plus récemment et clairement Cohen-Seat qui déclarent eux-mêmes à tort ou à raison, ce qui est quand même leur droit, *'qu'ils ne veulent rien s'interdirent a priori vis à vis du PS'* et que *'c'est une divergence stratégique avec la LCR'* ce que d'ailleurs ils ont mis en pratique aux municipales de Bordeaux avec le soutien explicite de MGB et avec votre assourdissant mutisme.

Il ne s'agit pas de savoir si la majorité de la LCR est dans un trip d'auto affirmation ou non, mais de prendre en compte avec lucidité et respect de ce qu'elle dit et redit depuis la campagne du traité constitutionnel : elle n'ira pas dans une coalition ni une démarche qui ne prennent pas clairement l'engagement (sans langue de bois) *'qu'aucun accord ni parlementaire ni gouvernemental ne saurait être fait en tout cas avec la direction du Parti socialiste'*. Et comprendre que pour elle, à tort ou à raison, ce qui est quand même son droit, cette question n'a rien de secondaire quand une partie des partenaires et des animateurs des collectifs participent (ou ont pris part) en France à des exécutifs dominés par le social libéralisme (régions, conseils généraux, municipalités et non des moindres). Pourquoi ce que d'aucune fait à la mairie Paris ne se ferait pas par la suite au gouvernement ?

Ces débats, vous avez choisi depuis le début de les esquiver, de les occulter, de les minimiser, vous avez fait ce qu'il fallait pour que les collectifs les laissent de côté alors qu'ils étaient au cœur de l'avenir de tout le processus, vous avez refusé le 10 septembre qu'avec les amendements dits d'Aubagne ils soient soumis à un vote qui les aurait certainement approuvés. Au lieu de les prendre à bras le corps.

Comme d'autres croient pouvoir rôtir le mouton sans qu'il s'en aperçoivent vous avez voulu estomper cette divergence décisive au moins pour deux composantes importantes (deux composantes auxquelles vous demandiez rien moins que retirer leurs candidats au profit d'un autre incertain) et l'enterrer sous le verbiage unitariste, la dynamique, la gagne et tous ces espoirs que ce faisant vous avez contribué à transformer en illusions.

Alors vous voir face au désastre vous parer de la vertu de l'unité et du lin blanc de l'innocence me met au moins mal à l'aise. Vous voir revêtir la toge du *'neuf qu'il faudrait faire à gauche'* me semble quelque peu usurpé. Vous avez aussi des comptes à rendre sur cet échec. Il est aussi le vôtre. Et pas qu'un peu.

Note

1. Voir sur le site d'ESSF : [Maintenant, il faut faire du neuf à gauche](#)

P.-S.

* Jacques Fortin est militant de la LCR à Avignon.